

**ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 467**

du 23 DEC. 2025

**mettant en demeure la société Arraincourt Biogaz de régulariser sa situation administrative pour son site de méthanisation situé à Arraincourt**

Le préfet de la Moselle  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment son article L. 171-7 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** le récépissé de déclaration n°A-2-PHMGVA11Q du 28 octobre 2022 délivré à la société Arraincourt Biogaz notamment au titre de la rubrique ICPE 2781-1c ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 3 décembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 6 novembre 2025 sur le site exploité par la société Arraincourt Biogaz, 16 rue du petit Bout à Arraincourt ;
- Vu** le rapport du service animal et environnement de la direction départementale de la protection de la population de la Moselle du 4 décembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 6 novembre 2025 sur le site exploité par la société Métha de la Rotte, 16 rue du petit Bout à Arraincourt ;
- Vu** les courriels du 4 décembre 2025 de transmission du rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement à la société Arraincourt Biogaz et du rapport du service animal et environnement de la direction départementale de la protection de la population de la Moselle à la société Métha de la Rotte ;
- Vu** l'absence d'observations de la société Arraincourt Biogaz et de la société Métha de la Rotte sur les rapports d'inspection susvisés ;

**Considérant** la connexité, déclarée et constatée lors de la visite d'inspection du 6 novembre 2025 et relevée lors de la réunion du 20 octobre 2022, des activités exercées par la société Metha de la Rotte avec les activités de la société Arraincourt Biogaz au sens de l'article L.181-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** au regard de la connexité susvisée que l'activité de méthanisation exercée par la société Arraincourt Biogaz est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2781-1a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que l'activité de traitement biologique exercée par la société Arraincourt Biogaz est soumise à autorisation au titre de la rubrique 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que les activités exercées au titre des rubriques ICPE 3532 et 2781-1a par la société Arraincourt Biogaz ont fait l'objet, le 4 juin 2025, d'un dépôt d'un dossier d'autorisation environnementale intégrant et cumulant les activités connexes du site Metha de la Rotte; que ce dossier a été retiré le 14 août 2025 par la société Arraincourt Biogaz en raison des incomplétudes et irrégularités significatives relevées et présentées par l'UD DREAL, service coordonnateur, en réunion du 12 août 2025 rendant le dossier de demande d'autorisation susvisé irrecevable en l'état ;

**Considérant** que la société Arraincourt Biogaz exerce, sans l'autorisation préfectorale requise, des activités classées relevant des rubriques ICPE 3532 et 2781-1a ;

**Considérant** que le non-respect de ces dispositions est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. ».

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société Arraincourt Biogaz dont le siège social est situé 16 rue du petit Bout à Arraincourt (57380) est mise en demeure de régulariser, dans un délai de 6 mois suivant la date de notification du présent arrêté, la situation de ses installations par le dépôt auprès du Préfet de la Moselle d'un dossier de demande d'autorisation environnementale complet et régulier, conforme aux dispositions des articles R.181-12 et suivants du code de l'environnement.

## **Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : Délais et voies de recours :**

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

## **Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Arraincourt Biogaz et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle et au maire de Arraincourt.

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général



Jérôme Seguy

